

*Initiatives parlementaires*

Ce que nous avons essayé de faire, et je parle du caucus libéral aussi bien que du Comité permanent des transports où j'avais l'honneur de siéger et où maintenant je suis assurément bien remplacé par mon collègue d'Ottawa-Sud. . .

**M. Angus:** Personne ne peut vous remplacer.

**M. Marchi:** Je suis difficile à remplacer, j'en conviens, ce qui n'empêche pas que le député d'Ottawa-Sud est extrêmement compétent.

**M. Manley:** Arrêtez, je vous prie!

**M. Marchi:** Le fait est qu'il y a eu un rapport unanime de tous les partis au Comité des transports. Les membres conservateurs, les membres libéraux et les membres néo-démocrates ont signé un rapport qui priait clairement le ministre et le gouvernement de ne pas céder le cabotage dans les négociations avec les Américains.

Jusqu'à présent, que ce soit par tactique de négociation ou par idéologie, cette promesse n'a pas été faite ni en privé ni en public. La question a été soulevée à la Chambre des communes au cours des débats et pendant la période des questions, mais le gouvernement n'a pas encore donné aux Canadiens l'assurance formelle que le cabotage ne ferait pas l'objet de négociations, ni directement ni indirectement.

Cela arrive à un moment intéressant également, car parlant de négociations avec les Américains à l'égard de notre accord bilatéral en matière de services aériens, nous ne pouvons pas séparer ces négociations des sentiments que ressentent les Canadiens à l'égard du plus récent accord que les Canadiens ont négocié avec leurs amis américains, à savoir l'Accord de libre-échange.

Nous vivons maintenant sous un régime de libre-échange qui a causé beaucoup de malaise, beaucoup de déceptions et beaucoup de craintes légitimes et justifiées chez les Canadiens qui ont connu davantage plutôt que moins d'irritation à cause de cet accord. Cela arrive également au moment où le gouvernement songe à participer à un accord de libre-échange nord-américain. Nous ne pouvons donc pas séparer ces négociations sur un aspect très important de notre économie des sentiments que les Canadiens ressentent à l'égard de ces accords et de leurs répercussions sur notre vie économique.

La prudence s'impose donc pour le gouvernement. Les Canadiens s'en trouveraient rassurés si le gouvernement était prêt à s'engager à ne pas signer un accord où il serait

question de cabotage sous quelque forme que ce soit. Les Canadiens méritent à tout le moins de savoir ce qu'il n'est pas question d'accepter avant de s'engager dans ces négociations.

Dans le transport aérien, il y a quelque chose d'autre qui me consterne, c'est la situation au principal aéroport du pays, celui situé dans ma ville, l'aéroport Pearson. Les habitants de York-Ouest et des localités près de l'aéroport subissent de grands inconvénients. J'aperçois le député de Bramalea—Gore—Malton qui a déjà fait plusieurs démarches auprès de son gouvernement et du ministre des Transports au sujet de la lutte contre le bruit.

Dans ma circonscription, le sud de York-Ouest, c'est-à-dire pratiquement la moitié de la circonscription, est en ligne directe avec les pistes d'atterrissage. À maintes reprises, nous avons demandé au gouvernement d'adopter un système qui ne réglerait pas totalement le problème, car, je le répète, les habitants de ces localités ne sont pas irresponsables au point de réclamer la fermeture des aéroports ou de vivre dans un monde de rêve, en espérant retourner un jour à l'époque des chevaux et des chariots. Les habitants du sud de ma circonscription veulent simplement qu'on modifie le système actuellement en vigueur.

On pourrait, par exemple, mieux planifier l'utilisation des pistes. À l'heure actuelle, les lignes aériennes et les contrôleurs semblent préférer utiliser la piste la plus près de l'aérogare. Cela leur permet d'économiser du temps, du carburant et de l'argent. C'est également plus pratique pour les voyageurs. Malheureusement, les avions qui décollent de cette piste ou qui y atterrissent survolent tous la même localité, ce qui est extrêmement injuste et injustifié.

Ce que cette localité demande depuis un certain nombre d'années, c'est une utilisation plus équilibrée des pistes afin que ce ne soit pas toujours les mêmes personnes qui doivent endurer le bruit. C'est une question très sérieuse. Dans certaines parties de ma circonscription, pendant l'été, pendant la saison où les gens veulent profiter de leur jardin ou inviter les voisins à manger des grillades en plein air, c'est pratiquement impossible de rester dehors aux heures de pointe à cause du va-et-vient des avions. Le bruit est tel que les vitres tremblent et les gens se réveillent au milieu de la nuit. Il n'y a pas vraiment de couvre-feu. Tout cela à cause des atterrissages d'urgence. Je ne veux pas dire —et je crois qu'aucun autre député ne voudrait dire —que les atterrissages